

Motion de législation

20
24



PRÉAMBULE

Depuis sa fondation, il y a plus de 100 ans, l'Union nationale des combattants (UNC) s'est fixée comme mission de faire évoluer la législation combattante afin de mieux prendre en compte la réparation et la reconnaissance dues à celles et à ceux qui ont porté les armes de la France et notamment à celles et à ceux qui sont revenus meurtris dans leur chair et dans leur âme.

Cette mission constitue l'une de ses toutes premières priorités, c'est ce qui la distingue des associations à but exclusivement mémoriel.

Il importe de le répéter, l'UNC est à l'origine de toutes les grandes avancées obtenues dans le domaine des droits des combattants, toutes générations confondues.

En 2024, à l'écoute de tous les combattants qui ont « raccrochés », mais également de ses jeunes frères d'armes en activité, l'UNC veut continuer à être une « boîte à idées et une force de proposition », pour contribuer à améliorer cette législation et surtout pour la préserver.

L'UNC reste particulièrement attachée à la **singularité du métier de soldat** et s'élève contre toutes démarches ou décisions qui tendent, directement ou indirectement à la banaliser.

En effet, le métier des armes est un métier spécifique, hors ormes, celui d'accepter sur ordre d'être exposé à la blessure et à la mort, celui qui conduit également à blesser ou à tuer.

Cette spécificité du métier des armes, c'est-à-dire l'état militaire, crée pour l'État des devoirs auxquels l'UNC est viscéralement attachée.

- Un **devoir imprescriptible de réparation** dont les fondements relèvent du code des pensions militaires d'invalidité et victimes de guerre qui ne saurait être comparé à un accident du travail qui lui relève du code de la sécurité sociale.
- Un **devoir de reconnaissance du combattant** dans tous ses actes : carte du combattant, titre de reconnaissance de la Nation, décorations qui témoignent de ses mérites, mais également qui compensent les servitudes du militaire. C'est pourquoi l'UNC défend la possibilité d'attribuer le titre de reconnaissance de la Nation (TRN) aux réservistes engagés sur le territoire national (opération *Sentinelles*).
- Un **devoir de respect de la mémoire des combattants** en évitant une pléthore de commémorations qui dénature l'événement et en se manifestant chaque fois que l'honneur de l'armée française est bafoué (rapport Stora, repentance vis-à-vis de l'Algérie, et tout récemment encore du Rwanda, ...)

L'UNC se félicite des avancées majeures constatées pour les droits du monde combattant lors des débats sur le projet de loi de finances 2024 et plus précisément lors des travaux de la mission anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation. Les crédits diminuent de 0,21% pour 2024, (passant de 1 931 à 1 927 M€) et s'ajustent ainsi à la baisse du nombre de bénéficiaires des pensions militaires d'invalidité et des prestations octroyées aux anciens combattants, tout en soutenant les actions en faveurs des rapatriés, des blessés psychiques de guerre et de la mémoire.

En effet, le nombre de bénéficiaires d'une pension militaire d'invalidité passerait de 152 190 en 2023 à une prévision de 142 743 en 2024. Quant au nombre de bénéficiaires de l'allocation de reconnaissance du combattant (autrefois appelée retraite du combattant), il continue de se réduire de 7,7% en 2024. Le nombre d'allocataires passerait de 674 220 en 2023 à 622 358 en 2024.

Ces avancées sont le fruit des multiples actions conduites au niveau national par le service juridique, les comités consultatifs et le conseil d'administration national, et relayées au plan local (maire) et départemental (conseillers départementaux et parlementaires) grâce à notre maillage territorial.

Pour autant, il importe que l'UNC reste mobilisée pour les années à venir afin d'améliorer certaines dispositions et contribuer ainsi à bâtir l'avenir du monde combattant, **en accueillant la relève.**

1 - PROPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'UNC

- 1.1 - Le maintien de la « retraite » du combattant.
- 1.2 - La défense de la « rente » mutualiste.
- 1.3 - L'égalité de traitement entre veuves et orphelins de guerre de différents conflits.
- 1.4 - Le travail de mémoire.
- 1.5 - La juste récompense des mérites.
- 1.6 - Une meilleure reconnaissance du bénévolat associatif.

2 - PROPOSITIONS SPÉCIFIQUES DE L'UNC

- 2.1 - Vis à vis des survivants de la seconde guerre mondiale.
- 2.2 - Vis à vis des anciens combattants du corps expéditionnaire en Indochine.
- 2.3 - Vis-à-vis des anciens combattants en Afrique du Nord.
- 2.4 - Vis-à-vis des combattants des opérations extérieures (OPEX).
- 2.5 - Vis-à-vis des volontaires et des réservistes.

1 - PROPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'UNC

1.1 - Le maintien de l'allocation de reconnaissance du combattant

L'allocation de reconnaissance du combattant est périodiquement remise en cause par le ministère du budget en recherche permanente d'économies.

Pour mémoire, l'allocation de reconnaissance du combattant est une simple compensation qu'il faudrait plutôt reconnaître comme une forme de compensation aux sujétions de la vie opérationnelle d'un combattant, c'est un témoignage de la reconnaissance nationale.

Ce montant annuel, certes modique, est de 824,72€ à partir de 65 ans, depuis le 1^{er} janvier 2024.

L'UNC reste vigilante quant à la préservation de cet acquis et s'opposera à toute initiative tendant à la remettre en cause.

La clause de revoyure du point PMI, prévue en 2024, permettra de réévaluer le niveau du point des pensions militaires d'invalidité pour tenir compte de l'inflation, comme s'y était engagé le Gouvernement.

1.2 - La défense de la « rente » mutualiste

La « rente » mutualiste est en fait un plan épargne retraite dont le principe tend à se généraliser dans le monde du travail.

L'UNC condamne dès à présent toute action qui aurait pour objet sa remise en cause.

1.3 - L'égalité de traitement entre veuves et orphelins de guerre de différents conflits

L'UNC est attachée à l'égalité de traitement et d'indemnisation pour tous, veuves et orphelins de guerre de tous les conflits. Elle est attentive aux différences qui pourraient être mises en œuvre entre les conjoints et enfants des « morts pour la France », les enfants des incorporés de force (région Alsace-Lorraine) et les victimes du terrorisme.

1.4 - Le travail de mémoire

L'UNC est attentive au respect de la mémoire des combattants.

L'UNC constate et regrette que **le 11-Novembre** ne soit pas encore vraiment reconnue comme la journée où toute la Nation rend hommage à toutes ces générations du feu unies par ce lien sacré de celles et ceux qui sont morts pour la France, autour de la tombe du soldat inconnu, à Paris et dans chaque commune de France autour du monument aux morts en **favorisant la participation des jeunes générations**. Elle souhaite qu'il y soit remédié et encourage toutes les initiatives des collectivités locales et des associations, tout ne devant pas venir de l'État.

L'UNC est favorable à ce qu'il soit mis fin à la prolifération des journées d'hommage qui entraîne la banalisation et suscite la désaffection de nos concitoyens.

Concernant les rapports franco-algériens, l'UNC approuve tout ce qui peut contribuer à **apaiser, sans arrière-pensée politique, la mémoire entre nos deux pays**. Toutefois, elle récuse fermement tout préalable qui consisterait en une obligation de repentance unilatérale, comme cela est souhaité par l'Algérie.

1.5 - La juste récompense des mérites

L'accès à l'ordre national du Mérite est de plus en plus improbable pour les responsables associatifs locaux. L'investissement consenti par les bénévoles, qui s'impliquent sans réserve dans le monde associatif, n'est absolument pas récompensé à sa juste valeur. Cette réalité est souvent interprétée par les intéressés comme une non-reconnaissance, voire une forme de mépris.

L'UNC demande une augmentation du contingent de croix du Mérite réservées aux dirigeants des associations du monde combattant.

En outre, l'UNC réclame qu'une indication sur l'avancement ou non des dossiers de candidatures dans les ordres nationaux soit systématiquement donnée aux associations qui ont porté ces dossiers.

1.6 - Une meilleure reconnaissance du bénévolat associatif

Le bénévolat associatif constitue une richesse qui n'est pas reconnue à sa juste valeur et qui risque de se tarir si certaines décisions ne sont pas prises dans les meilleurs délais.

La judiciarisation de la société (difficulté d'organiser des événements festifs, ...), les contraintes administratives (RGPD...) ou fiscales (remboursement des frais...), découragent les bonnes volontés et/ou exigent des compétences.

L'UNC estime qu'il est temps de reprendre les différents rapports parlementaires qui se sont succédé sur les difficultés du monde associatif, depuis une décennie, notamment le rapport Bocquet en 2014, et de leur donner une suite concrète.

La question des reçus fiscaux au bénéfice des associations du monde combattant exige l'édiction de principes clairs, applicables de façon homogène sur l'ensemble du territoire, de la part de l'administration fiscale. En particulier, la délivrance de reçus fiscaux pour les dépenses engagées par les dirigeants bénévoles dans l'exercice de leurs responsabilités associatives doit être autorisée.

De surcroît, il importe de s'interroger sur la question des dons destinés à des actions précises et définies. Dépassant le cercle restreint de ses adhérents, les associations d'anciens combattants développent de plus en plus d'actions au profit d'œuvres ou d'organismes qui ne leur appartiennent pas, voyages de mémoire avec des scolaires, expositions contribuant au devoir de mémoire, construction de monuments, projets au bénéfice des blessés des armées..., et elles collectent des fonds à cet effet.

Pour l'instant, l'administration fiscale impose d'engager une procédure de rescrit, procédure lourde, aléatoire qui décourage les dons éventuels.

L'UNC revendique la mise en œuvre d'une procédure simplifiée et rapide, susceptible d'encourager ce type de financement. Ce dossier fait actuellement l'objet d'un travail de réflexion au niveau national.

2 - PROPOSITIONS SPÉCIFIQUES DE L'UNC

2.1 - Vis à vis des survivants de la seconde guerre mondiale

L'UNC est d'avis d'assouplir, bientôt 80 ans après la fin du second conflit mondial, les conditions d'attribution de la carte du combattant aux combattants survivants ayant participé à des opérations de la seconde guerre mondiale, quelle que soit la durée (bataille des Alpes, combat oublié Ubaye juin 1940).

Elle continue à demander l'attribution du titre « d'évadé » aux Alsaciens et aux Lorrains incorporés de force dans l'armée allemande qui sont parvenus à désertier, sans pour autant reprendre le combat, étant retenus dans les camps de prisonnier soviétiques, anglais ou américains. Elle souhaite que dans les manuels scolaires, soit publiée la tragique histoire des départements alsacien et de la Moselle annexés, avec les douloureuses conséquences pour leurs habitants à cette époque.

2.2 - Vis-à-vis des anciens combattants du corps expéditionnaire en Indochine

L'UNC attend que soit résolue définitivement la question de la « carte à cheval » au profit des combattants du corps expéditionnaire en Indochine arrivés sur le théâtre avant la proclamation du cessez-le-feu, le 8 août 1954, et qui ne comptent pas le nombre de jours exigés.

2.3 - Vis-à-vis des anciens combattants en Afrique du Nord

231 / Militaires disparus en AFN

L'UNC demande que soient poursuivis les travaux de recherche, d'identification et de rapatriement des corps des militaires « Morts pour la France », disparus en Afrique du Nord.

232 / Prisonniers du FLN

Alors que l'on va commémorer les 62 ans de la fin de la guerre d'Algérie, le traitement des militaires français prisonniers du FLN reste un problème non totalement résolu, certains d'entre eux ayant même injustement été considérés comme des déserteurs.

L'UNC sollicite la reconnaissance officielle des actes ou des tentatives d'évasion en attribuant la médaille des évadés aux prisonniers du FLN.

L'UNC, aujourd'hui comme hier, soutient les supplétifs, victimes de la captivité pendant la guerre d'Algérie, lesquels remettent en cause l'intitulé de la carte de « victime de la captivité en Algérie », souhaitant y voir substituer le terme de « prisonnier de guerre ».

233 / Opération de Suez

L'UNC suggère l'attribution du TRN aux militaires titulaires des médailles commémoratives françaises des opérations du Moyen-Orient (1956).

234 / Attribution de la campagne double

L'attribution de la campagne double à tous les titulaires de la carte du combattant au titre de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie reste une revendication récurrente de l'UNC.

Cette attribution devrait se faire dans les conditions de stricte égalité avec le personnel de la fonction publique ou équivalent des précédents conflits.

235 / Prise en compte de l'injustice faite aux supplétifs

L'UNC se félicite du vote de la loi portant reconnaissance de la Nation et réparation des préjudices subis par les harkis. Pour autant, elle regrette que l'indemnisation forfaitaire prévue par cette loi soit limitée aux harkis ayant séjourné dans les camps, ce qui revient à exclure la moitié d'entre eux, ceux qui étaient logés en milieu ouvert, au sein de bidonvilles ou de cités urbaines.

2.4 - Vis-à-vis des combattants des OPEX

Il n'existe toujours pas de **définition juridique précise de l'OPEX**. La qualification d'OPEX dépend en particulier de la décision d'ouverture de théâtre, d'où l'importance à accorder à la publication de l'arrêté du ministère des Armées portant cette ouverture de théâtre, celui-ci déclenchant la reconnaissance et le droit à réparation. Or, une opération extérieure peut être déclenchée sans pour autant être qualifiée d'OPEX.

L'UNC est particulièrement attachée au TRN et défavorable à toutes modifications des critères qui auraient pour résultat de dénaturer le TRN ou de le galvauder.

Toutefois, l'UNC estime qu'il est temps que l'on se penche sérieusement sur les « théâtres oubliés » qui, par omission, n'ont pas fait l'objet d'arrêté d'ouverture. Elle attire notamment l'attention sur deux cas qui méritent une étude attentive :

- **cas de la mission militaire française auprès du haut commandement soviétique en Allemagne de l'Est (MMFL), qui a mené pendant la guerre froide une mission périlleuse et qui a subi des pertes ;**
- **cas des appelés du contingent engagés en opération au Tchad pendant 92 jours (août à novembre 1968), plus précisément dans le Tibesti, et qui n'ont pu obtenir ni le TRN ni la Médaille d'Outre-mer avec agrafe Tchad. A ce jour, il n'y a pas d'évolution favorable malgré de nombreuses interventions de parlementaires.**

La mention « Mort pour la France », créée par la loi du 2 juillet 1915, est essentiellement honorifique et n'ouvre le droit à aucun pécule, capital ou pension lors de son attribution. En l'état actuel du droit (L511-1 du CPMIVG), ne peut être « Mort pour la France » que les militaires tués à l'ennemi ou mort de blessure de guerre, d'accident survenu en service ou à l'occasion du service en temps de guerre, mort de maladie contractée en service commandé en temps de guerre ou prisonnier de guerre, exécuté par l'ennemi ou décédé des suites de blessures, de mauvais traitements, de maladie contractée ou aggravée ou d'accident survenu du fait de la captivité.

Ne sont pas concernés les militaires décédés dans le cadre d'une opération intérieure. Ces derniers relèvent de l'article L 513 -1 du CPMIVG qui leur attribue la mention « Mort pour le service de la Nation ».

Pour l'UNC, il n'est pas question d'opérer une distinction entre les morts, ni d'accepter que la récompense des services militaires rendus soit abandonnée à la générosité du pouvoir.

Concernant la publication des listes d'unités combattantes, l'UNC attend du service historique de la défense qu'il continue sans relâche à publier les listes d'unités combattantes de tous

les conflits auxquels a participé l'armée française. La dernière édition de la liste des territoires ouvrant droit à la carte du combattant date du 8 février 2017.

Aujourd'hui, il faut 112 jours de présence et non plus 120 jours pour prétendre à l'obtention de la carte du combattant.

2.5 - Vis-à-vis des volontaires et réservistes

L'opération *Sentinelle* qui perdure depuis le 12 janvier 2015, en complément du plan *Vigipirate* afin de lutter contre le terrorisme, implique de nombreux réservistes opérationnels, qui interviennent dans le cadre de l'état d'urgence.

C'est une mission conduite avec des armes de guerre, sur le territoire national et qui est récemment montée d'un cran. Ce niveau sera maintenu jusqu'à la fin des Jeux olympiques de Paris 2024. Même si les règles d'engagement se limitent à la simple légitime défense, le doute sur la dangerosité n'est plus de mise. On a recensé de nombreuses attaques contre des militaires de l'opération *Sentinelle* depuis le déclenchement de cette opération.

L'UNC juge opportun de rendre possible l'attribution du TRN à ces réservistes volontaires, militaires à part entière et en service, pour enfin reconnaître les réservistes opérationnels de *Sentinelle* comme des ressortissants légitimes de l'ONaCVG et intégrer ainsi le mode combattant.

Reconnaître les réservistes opérationnels « abonnés » à *Sentinelle* serait un signe fort du lien armée-Nation.

POUR MÉMOIRE

Ce qui a été réalisé et en cours

- Revalorisation du montant des pensions militaires d'invalidité au 1^{er} janvier 2024 : le point de PMI passe de 15,65 € à 15,86 €.
- L'allocation de reconnaissance du combattant (52 x le point de PMI) passe donc de 813,80 € à 824,72 €.
- Octroi d'une demi-part fiscale supplémentaire aux conjoints survivants de plus de 74 ans quel que soit l'âge du décès du combattant.
- Pérennisation des maisons ATHOS, pour renforcer l'accompagnement des militaires blessés psychiques et de leur famille en complément des autres programmes de réhabilitation psychosociale, et création de deux autres structures en 2024. Mme Patricia Mirallès, secrétaire d'État chargée des Anciens combattants et de la Mémoire a inauguré, le 18 mars, à Coise-Saint-Jean-Pied-Gauthier (Savoie), les nouveaux locaux de la maison « Athos-Cœur de Savoie ». Ce déplacement a également été l'occasion d'annoncer l'ouverture, en juin, d'une cinquième maison Athos, à Beauteville (Haute-Garonne).
- Comité de suivi du plan blessés : deux comités par an, le prochain traitant du sujet des ascendants.
- Mise en place d'un officier général en charge des blessés auprès du directeur des ressources humaines de l'armée de terre (général Arnaud Dupuy de la Grand'Rive).
- Augmentation de la dotation d'action sociale attribuée à l'ONaCVG de 25 à 29 M€ pour 2024. Cette enveloppe permettra de soutenir environ 1,8 million de ressortissants. Les bénéficiaires sont les combattants et leur conjoint les plus en difficulté, les pupilles de la Nation et les victimes du terrorisme.
- Progression de 11,2% des moyens en faveur des harkis et rapatriés pour accompagner les dispositifs de reconnaissance, de soutien et de réparation. Un point concernant les veuves de harkis a été pris en compte. Le budget accordé est de 112,2 M€.
- Progression de 87% des moyens alloués aux liens entre la Nation et son armée et à la politique de mémoire. Le budget global s'élève à 42,4 M€. Des moyens supplémentaires (14 M€) financeront les commémorations et cérémonies organisées pour le 80^e anniversaire des débarquements et de la Libération. (Cf. comité consultatif d'action civique et de mémoire).
- Sanctuarisation du budget consacré au monde combattant pour poursuivre l'accompagnement des combattants et renforcer la transmission de la mémoire combattante, en particulier à destination des jeunes.
- Prise en compte de nouvelles demandes d'indemnisation des victimes de persécution et d'actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale sous forme de capital ou de rente, soit une enveloppe de crédits de 88,14 M€.
- L'Office national des combattants et victimes de guerre (ONaCVG), renommé ainsi depuis le 1^{er} janvier 2023, conserve ses missions et pour l'instant son déploiement départemental.

- Création du fonds de dotation du Bleuets de France.
- Diplôme d'honneur de porte-drapeau pour 40 et 50 ans de service. Un nouveau diplôme et un insigne pour 60 ans de service sont maintenant disponibles auprès de l'ONaCVG.
- Exhumation de six dépouilles de militaires français tués à Diên Biên Phu le mardi 26 mars en présence des autorités vietnamiennes et de l'ambassadeur de France. Le rapatriement des corps vers la France a eu lieu dans les jours suivants.
- Carte du combattant octroyée à 4 mois d'OPEX c'est à dire à partir de 112 jours et non plus 120 jours.

Autres sujets par amendements du Gouvernement

- Extension du droit à réparation intégrale, jusqu'à 4 ans après la survenance des faits.
- Déclaration de la qualité de pupille de la Nation élargie à 300 jours après la reconnaissance des faits et non à leur survenance et au rapatriement.

Autres sujets par amendements du Sénat

- Obligation d'inscription sur les monuments aux morts des noms de soldats « Morts pour la France » inhumés dans la commune, et non forcément dans les communes de naissance ou de dernière résidence.
- Mission mémorielle de l'ONaCVG inscrite dans la loi.
- Révision du guide barème des invalidités en cours pour les maladies psychiatriques et l'orthopédie.
- Avancement à titre posthume avec homogénéisation armées-gendarmerie ?

Ce qui doit être réalisé et nos attentes

- Revalorisation de la valeur du point PMI en fonction de l'inflation, en concertation avec les associations du monde combattant et les services de l'État.
- Mettre l'accent sur l'attribution du TRN pour les opérations intérieures (OPINT).
- **Poursuivre** les sujets déjà inscrits dans la motion de législation 2024 et prendre en compte les nouvelles demandes et situations.

CONCLUSION

L'UNC est à l'origine de toutes les grandes avancées obtenues dans le domaine **des droits** du combattant.

La commission législation a **le devoir** de poursuivre le travail de ses prédécesseurs en restant une véritable force de proposition auprès des pouvoirs publics, des élus locaux, départementaux et de nos parlementaires malgré un contexte budgétaire difficile.

Une nouvelle série de mesures restrictives a d'ailleurs été annoncée par le Gouvernement en avril 2024 qui impactera tous les ministères.

Pour cela, il nous faut rester vigilant et prévoir l'avenir de l'UNC en nous tournant dès à présent vers les réservistes opérationnels et citoyens, les scolaires, et en accueillant les jeunes générations des régiments du service militaire volontaire (RSMV) et du SNU, et les Cadets de l'UNC.